

augmente à un rythme encore plus rapide que les grades au niveau du baccalauréat: 7,800 l'année dernière contre 6,500 l'année d'avant. Ces chiffres augmentent d'une année à l'autre. En conséquence, nos pertes augmenteront aussi d'année en année, si nous n'agissons pas dès maintenant.

Ces gens veulent rester au Canada, et le Canada en a besoin. Les inscriptions dans nos collèges et universités continuent d'augmenter. Pour l'année scolaire en cours, 1968-1969, je crois qu'il y a au-delà de 250,000 étudiants d'inscrits aux universités et collèges et 178,000 autres d'inscrits à diverses institutions d'études postsecondaires à travers le pays.

Aucun échec n'est aussi manifeste, à mon avis, que notre incapacité d'utiliser les services des personnes que nous formons. Nous ne pouvons leur fournir l'occasion de demeurer au Canada et de contribuer à la croissance et à l'expansion de leur pays. En l'occurrence, nous devons être très mécontents de l'orientation de notre développement économique et scientifique. Il y a sûrement quelque chose qui cloche quand un pays comme le Canada, qui essaie de se développer rapidement et qui, pour cela, emprunte des capitaux considérables, semble incapable d'utiliser les services d'un grand nombre de ceux qui sont instruits et formés au Canada. Il faut en conclure que quelque chose ne va pas dans notre pays.

La situation est également lamentable et décourageante en ce qui concerne les emplois d'été pour les étudiants. Il est difficile de savoir exactement combien d'étudiants sont en quête d'emplois d'été. On dit qu'il y en a de 400,000 à 600,000 et peut-être davantage. Les chiffres concernant ceux qui n'ont pu trouver d'emploi l'été dernier étaient déjà assez tristes.

Depuis lors, le chômage a augmenté d'une façon générale, ce qui a retenti sur les possibilités d'emploi pour les étudiants. Il y a une quinzaine de jours, un article de journal résu-
mait la situation en Ontario comme il suit:

Quelque 357,000 étudiants ontariens rivaliseront avec plus de 100,000 chômeurs pour obtenir des emplois d'été cette année.

Le gouvernement d'Ontario a, bien entendu, lancé un appel aux employeurs de toute la province en les incitant à faire un surcroît d'effort. Le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration lance, un peu tardivement je dois le dire, une campagne d'annonce et de promotion. Malgré l'expérience de l'été dernier, le problème est demeuré en suspens jusqu'à la veille de la fermeture des écoles sans qu'on tente d'élaborer un programme susceptible de répondre aux demandes d'emploi. On ne se soucie pas

[L'hon. M. Stanfield.]

d'atteindre le mal dans sa racine; le rythme lent de la croissance économique qui, apparemment, n'est pas même reconnu—en fait, on semble le nier—par le ministre des Finances (M. Benson) et le premier ministre (M. Trudeau) qui persistent à dire: «Tout marche selon les prévisions: nos politiques fonctionnent bien».

Le problème que pose l'emploi d'été pour les étudiants, c'est que pour bon nombre de familles, si les étudiants sont incapables d'obtenir un emploi pendant l'été, ils sont forcés d'abandonner leurs études. C'est ni plus ni moins un drame que de permettre que l'instruction des jeunes Canadiens prenne fin pour cette raison. Malheureusement, c'est ce qui semble se produire. C'est fréquent dans le cas de jeunes mariés où l'un ou l'autre des conjoints, ou les deux, s'efforcent de terminer leur formation universitaire.

• (3.40 p.m.)

A mon avis, il ne suffit que le ministère fasse insérer des annonces dans les journaux quelques semaines avant les vacances d'été. Pour le deuxième été de suite, il y aura une grande pénurie d'emplois d'été pour les étudiants, et ce manque aura certainement des répercussions sur la carrière étudiante de nombre de jeunes Canadiens. Ce problème s'aggravera sans doute de plus en plus. C'est pourquoi les autres députés et moi-même voulons savoir aujourd'hui ce que le gouvernement se propose de faire à ce sujet. Quels projets sont à l'étude en vue d'augmenter ou de renforcer les programmes d'aide aux étudiants du pays pour leur permettre de surmonter les difficultés qui deviendront sans doute de plus en plus graves? Le gouvernement a-t-il envisagé des changements? Se propose-t-il de conférer avec les provinces de changements éventuels? Voilà des questions auxquelles les députés sont en droit d'obtenir des réponses. C'est un domaine, il me semble, où le gouvernement fédéral pourrait chercher à connaître les vues des provinces et leur donner l'impulsion voulue.

La situation est assez grave en Ontario vu les dimensions de cette province, mais le problème est surtout aigu dans les régions défavorisées qui ne peuvent mettre en œuvre des programmes supplémentaires pour encourager l'emploi des étudiants l'été. C'est dans ces régions que les emplois seront de loin inférieurs à la demande. Et c'est là aussi que bien des étudiants viennent de familles économiquement faibles.

Inutile d'insister sur le fait que le Canada ne peut se permettre de perdre ces gens. Dans une économie libre comme la nôtre, nous devons exporter. Nous savons que les industries axées sur la technologie prennent une part de plus en plus grande du commerce mondial. Nous devrions savoir qu'au Canada,